

TÉMOIGNAGES INÉDITS SUR L'EAU EN ASIE, EN AFRIQUE ET DANS LA RÉGION MENA

Amplifier les voix locales pour la sécurité hydrique dans un monde d'insécurité climatique



OXFAM

Le changement climatique provoque une crise mondiale croissante de l'eau. Celle-ci exacerbe les défis existants en matière de sécurité hydrique, poussant les communautés dans des régions telles que l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) à délaisser leurs mécanismes d'adaptation traditionnels. Les groupes les plus touchés dans ces régions sont les communautés marginalisées telles que les pêcheurs et pêcheuses, les agriculteurs et agricultrices et les sylviculteurs et sylvicultrices vivant en dessous du seuil de pauvreté. Ces communautés supportent les pires conséquences des émissions imputables aux pays les plus polluants. Déjà aux prises avec les impacts climatiques, elles voient leur accès à l'eau compromis encore davantage par des facteurs tels que l'emplacement, l'identité, la race et le genre. Pourtant, ces questions restent sous-représentées dans les plateformes de prise de décision en matière de climat à l'échelle mondiale, largement dominées par des élites.

À travers ce document, Oxfam vise à amplifier les préoccupations des communautés marginalisées, dont les voix sont souvent exclues des processus décisionnels mondiaux, afin de soutenir une action climatique plus juste et plus inclusive. Depuis des années, Oxfam plaide pour l'inclusion des populations dans l'action climatique locale et nationale. Elle promeut des concepts tels que les « contributions déterminées au niveau national (CDN) », qui mettent l'accent sur l'implication de la société civile dans la planification et le suivi des initiatives climatiques¹. L'examen des pratiques mené récemment par Oxfam dans 11 pays a révélé que les CDN n'étaient souvent pas suffisamment inclusives. Ces CDN négligent souvent les sociétés civiles et les communautés les plus touchées par le changement climatique et les plans de transition climatique². Plusieurs pays auront été appelés à réviser leurs plans climatiques en 2024, ce qui en fait une année cruciale pour mettre en lumière les histoires des personnes les plus touchées.

Aux fins du présent rapport, Oxfam s'est entretenue avec des personnes vivant dans des zones reculées dans six pays de ces régions. Selon l'indice Notre Dame Global Adaptation Initiative (ND-GAIN), ces six pays sont plus vulnérables et comptent parmi les moins préparés à lutter contre le changement climatique³.

Classement au niveau du pays selon l'indice ND-GAIN :

Pays	Indice ND-GAIN	Niveau de revenu
Bangladesh	163	Intermédiaire de la tranche inférieure
Népal	125	Faible
Syrie	156	S. O.
Iraq	126	Intermédiaire de la tranche inférieure
Kenya	150	Faible
Somalie	178	Faible

ASIE : VOIX DU NÉPAL ET DU BANGLADESH

NÉPAL

Les sources constituent un approvisionnement en eau vital pour les communautés de la municipalité rurale de Jwalamukhi, au Népal. Dans les montagnes et les collines, on estime que près de 80 % de la population dépend des résurgences d'eau de source. En moyenne montagne, 73 % des sources accusent une baisse continue du débit, et 2 % ont déjà tari. Le tarissement des sources a un impact sur la disponibilité et l'accessibilité de l'eau pour les activités de subsistance, exacerbant la vulnérabilité au changement climatique différenciée en fonction du genre⁴.

« La source décline pendant les mois secs (mars, avril et mai) et nous devons chercher de l'eau ailleurs, comme les fontaines communales d'autres villages, les rivières et d'autres sources », a déclaré Bhul Maya, une villageoise locale. « L'eau a toujours été rare pendant ces mois. Cependant, au fil des années, la période de faible débit est de plus en plus longue. Nous sommes déjà en juillet maintenant, et la source se remet à peine à couler. Nous devons encore transporter de l'eau depuis la fontaine communale d'un autre village. »

Et d'ajouter : *« À mon âge, j'aimerais ne pas avoir à prendre le doko et le namlo [un panier traditionnel et la sangle utilisée pour le porter] pour rapporter de l'eau sur mon dos. Puisque notre source s'assèche, nous devons ajouter une nouvelle source au réservoir d'alimentation en eau. »*



Les femmes portent de l'eau sur leur dos car la source de leur village est toujours tarie, malgré le début de la mousson. Photo : Susma Panta/Oxfam

Interrogée sur les raisons pour lesquelles les sources s'assèchent, elle avance l'explication suivante : « *Il n'y a pas autant de précipitations dorénavant. Une petite parcelle de forêt de la communauté au-dessus de la route a également été abattue pour construire un bâtiment communal. La sécheresse a été sévère l'année dernière, avec près de huit mois sans la moindre pluie. Je pense que le tremblement de terre a également contribué. Je n'en sais pas plus.* »



Bhul Maya se prépare à transporter de l'eau sur un doko depuis une fontaine communale. Photo : Susma Panta/Oxfam



Bhul Maya recueille l'eau de pluie pour les usages domestiques quotidiens. Photo : Susma Panta/Oxfam

L'évaluation de la vulnérabilité et des risques menée par le gouvernement n'a identifié aucun changement significatif dans la quantité de précipitations sur l'année, mais relève une modification de l'intensité et de la fréquence des précipitations. En 2023, 12 stations météorologiques ont enregistré la température maximale quotidienne la plus élevée. Selon le Département d'hydrologie et de météorologie, le pays n'a enregistré que 12,1 mm de précipitations depuis le 23 décembre 2023, ce qui est inquiétant si l'on considère que les précipitations hivernales moyennes au Népal sont de 60,1 mm. Le Népal a connu des périodes de sécheresse durant huit des dix-huit derniers hivers⁵. Le gouvernement rapporte que le pays a enregistré une sécheresse extrême (70 % en dessous des précipitations normales) en janvier 2024⁶.

Les communautés ont observé un changement dans les régimes pluviométriques, en particulier en hiver, avec des précipitations qui arrivent maintenant souvent à la fin de la saison.

Lila Maan Bada Shakya, agriculteur et agent chargé de l'entretien du système d'approvisionnement en eau du village de Hulak Bhanjyang, s'inquiète :

« *Nous dépendons de la rivière Jilim pour notre approvisionnement en eau, mais elle a également commencé à s'assécher complètement pendant l'hiver.* »

« *J'ai constaté une forte baisse des précipitations* », ajoute Lila Maan Bada Shakya, « *non seulement en quantité, mais aussi en durée. Il a également commencé à pleuvoir en dehors du régime habituel. Nous avons aussi l'habitude d'avoir de la pluie pendant les mois d'hiver (décembre et janvier). Maintenant, il y a soit trop peu d'eau, soit trop d'eau à la fois. J'entends dire que le monde se réchauffe. Nous le ressentons aussi. Je pense que c'est ainsi que se manifeste le changement climatique.* »

Les pressions constantes, avec tantôt trop peu et tantôt trop d'eau, mènent la vie dure aux communautés des zones rurales du Népal. De nombreux membres de la communauté se souviennent de cas où des villages entiers ont dû migrer en raison du tarissement des sources d'eau.

« Au moment de construire ce système, la source coulait en abondance. Jamais nous n'aurions imaginé qu'elle tarirait », explique Lila Maan Bada Shakya. « Maintenant, même la rivière s'assèche pendant les saisons hivernales. Si nous ne puissions pas bientôt dans une nouvelle source d'eau, nous devrions de nouveau transporter de l'eau sur de longues distances. »

BANGLADESH

Satkhira est l'un des 19 districts côtiers du Bangladesh confrontés à une forte salinité en raison de l'élévation du niveau de la mer induite par le changement climatique⁷. Les communautés qui y vivent sont confrontées à la fois aux menaces des aléas climatiques et à des pertes et dommages qui dépassent leurs capacités d'adaptation⁸. Oxfam s'est entretenue avec les communautés dépendantes des ressources dans cette région, principalement les agriculteurs et agricultrices et les pêcheurs et pêcheuses dont la vie et les moyens de subsistance sont tributaires d'une économie fondée sur l'eau. Parmi ces personnes, certaines se voient refuser l'accès à l'eau en raison de leur identité religieuse. Elles subissent donc des crises de l'eau multiples.



Une femme de Satkhira assurant sa corvée d'eau. Photo : Jahangir Alam/Oxfam au Bangladesh

Les communautés qui y vivent n'ont souvent pas la propriété formelle des terres, ce qui les rend extrêmement vulnérables. Elles sont moins protégées et moins résilientes, si bien qu'elles subissent des pertes et dommages plus lourds, qui s'accumulent au fil du temps⁹.

Bijoy Sarker, un agriculteur sans terre, explique le sort qui est le sien : *« Je n'ai pas de terre à moi. J'habite au bord de cette rivière depuis 30 ans. Mais à cause du changement climatique et des catastrophes, il nous est devenu extrêmement difficile de vivre ici. Comme nous ne possédons pas la terre sur laquelle nous vivons et que nous cultivons, j'ai l'impression que nous sommes toujours en danger. Nos maisons sont détruites, les terres agricoles perdent leur richesse et nous n'avons aucun moyen de faire face à tout cela. »*

« La salinité de notre sol ne cesse d'augmenter », ajoute M. Sarker. *« C'est pourquoi nous ne pouvons plus cultiver comme avant. Chaque inondation réduit toujours plus la fertilité des sols. Nos communautés agricoles continuent de s'appauvrir en raison de la baisse rapide de la fertilité de nos terres agricoles. »*

La propriété foncière joue un rôle important dans l'adaptation aux aléas climatiques, comme le soulignent Bijoy et d'autres.

« Si l'on a la propriété foncière, on peut construire des maisons adaptées aux catastrophes. Mais les personnes qui ne détiennent pas leurs propres terres risquent d'être expulsées par le gouvernement, ce qui crée une charge supplémentaire lors d'une catastrophe », déclare un pêcheur local.

Face aux niveaux élevés d'intrusion d'eau salée, les agriculteurs et agricultrices se tournent vers des cultures tolérantes à la salinité. Toutefois, leur capacité et leur succès à cet égard sont limités. Sans l'appui du gouvernement et sans formation technique, il sera difficile de poursuivre ces pratiques expérimentales.

La situation est encore plus complexe pour les communautés comme les Kaiputras, que la plupart des membres de la société considèrent comme des « intouchables »¹⁰. Par conséquent, les membres de ces communautés sont victimes d'une marginalisation extrême, rendant quasiment inconcevable leur participation au discours sur le climat. Rani et sa communauté, que les habitant-es des environs considèrent comme des « intouchables », font face à de nombreux défis. L'une des préoccupations majeures concerne les droits à l'eau. Leur seule source d'eau potable est un puits tubulaire profond, qui puise principalement dans les eaux souterraines¹¹. Ils et elles n'ont pas accès à d'autres puits tubulaires ou sources, car les personnes qui n'appartiennent pas à la même communauté leur en interdisent l'accès. Bien qu'entourées d'étangs, plus de 200 personnes ne sont autorisées à utiliser qu'un seul étang pour se baigner, se laver et s'adonner à d'autres activités liées à l'eau. D'autres communautés kaiputras de Satkhira n'ont même pas d'étangs auxquels elles peuvent accéder, ce qui montre leur privation de droits en raison de leur faible statut social et de leur caste.



La communauté de la ceinture côtière est constamment confrontée à des catastrophes. Mais en plus de cela, elle a de plus en plus de difficultés à s'approvisionner en eau douce. Photo : Jahangir Alam/Oxfam au Bangladesh

Outre la crise de l'eau douce, la salinité oblige également les populations à migrer vers des villes comme Dhaka, Khulna ou Barisal, et même jusqu'en Inde. Dans le même temps, on observe aussi une augmentation des cas de violence domestique.

La migration induite par le climat est un problème important dans les zones rurales du Bangladesh, avec des impacts disproportionnés sur les femmes. Alors que les hommes migrent à la recherche de moyens de subsistance, les femmes sont livrées à elles-mêmes pour s'occuper du foyer, assumant des rôles et des responsabilités supplémentaires. Cette double charge les oblige à gérer les tâches ménagères et à assumer un lourd travail de soins. La corvée supplémentaire pour aller chercher de l'eau à des sources éloignées leur prend toujours plus de temps et d'énergie. Dans certains cas, les femmes et les jeunes filles sont également victimes de harcèlement lorsqu'elles vont chercher de l'eau.

Shamsun témoigne : « *Lorsque les hommes quittent le village à la recherche d'un travail, les femmes assument une part encore plus grande de responsabilités en matière de soins. Les femmes et les filles parcourent à pied de longues distances pour aller chercher de l'eau et sont souvent victimes de violence et de harcèlement sur le trajet. Dans ma communauté, il est courant que la pression qui pèse sur les femmes engendre des violences domestiques lorsque le revenu d'une famille est touché ou réduit.* »

AFRIQUE : VOIX DU KENYA ET DE SOMALIE

KENYA

Au Kenya, Oxfam a eu vent de communautés pastorales à Lodwar pour qui le bétail est plus important que le besoin de se nourrir. Ces communautés dépendent principalement de l'eau souterraine pour leurs besoins en eau potable, mais cette ressource diminue en raison de son utilisation excessive et du changement climatique. La sécheresse prolongée a également limité la disponibilité en eau pour le bétail.

« *Je préfère mourir de faim que de manger nos animaux* », déclare un membre de la communauté pastorale du comté de Turkana.



C'est une scène courante à Lodwar, au Kenya, où les membres de la communauté parcourent plusieurs kilomètres à pied pour aller chercher de l'eau. Photo : Nuzhat Nueary/Oxfam International

La communauté souligne l'importance de traiter ensemble la sécurité alimentaire et la sécurité hydrique, car toutes deux affectent la nutrition et la productivité. Comme il s'agit d'une région aride et sujette à la sécheresse, les cultures et les légumes ne sont pas produits en abondance. Les communautés dépendent principalement de la viande, qui est insuffisante pour répondre à leurs besoins nutritionnels. La sécheresse affecte également les pâturages, entraînant la mort

du bétail en raison du manque d'eau. Cependant, ces animaux ont une grande valeur pour ces communautés. L'impact sur le bétail est également catastrophique, avec plus de 10 millions d'animaux décimés, dont 6,8 millions en Éthiopie, 2,6 millions au Kenya et plus de 3,8 millions en Somalie. Cela a entraîné des pertes économiques importantes, touchant particulièrement les ménages les plus pauvres.¹²

Les femmes et les filles sont confrontées à des impacts disproportionnés face à la crise de l'eau. Elles sont généralement responsables de la collecte de l'eau, marchant en moyenne de trois à six kilomètres à la recherche de points d'eau. Le temps et les efforts que les femmes et les enfants consacrent à la collecte d'eau pourraient être utilisés pour aller à l'école ou réaliser d'autres travaux productifs.

« *Certaines femmes enceintes ont perdu leur bébé alors qu'elles allaient chercher de l'eau ici dans notre village* », déplore une personne en charge de l'eau à l'échelle locale dans le village de Lodwar.

Un membre du comité local de l'eau ajoute : « *Nous avons besoin d'une gestion des bassins versants pour garantir la production alimentaire et des moyens de subsistance durables.* »

« *Je menais une bonne vie avant la sécheresse. La terre bénéficiait de pluies suffisantes et offrait des pâturages abondants pour nos animaux. Je pouvais vendre du bétail pour subvenir aux besoins de ma famille et payer l'éducation de mes enfants. Après la sécheresse, je me suis retrouvé comme échoué* », explique Ahmad.

Les communautés rurales touchées par la sécheresse, comme celle d'Ahmad, sont le visage humain de l'urgence climatique mondiale. Pourtant, l'aide leur parvient souvent trop tard, alors qu'elles ont déjà été forcées de quitter leur foyer et sont exposées à des risques physiques, psychosociaux et autres pour leur santé. Dans les zones arides, cette aide humanitaire à court terme est insuffisante. Ces communautés ont besoin d'un soutien prolongé qui s'inscrit sur le long terme pour s'adapter aux impacts inégaux du changement climatique. Dans le même temps, les pays riches et très pollués continuent d'émettre des gaz à effet de serre, laissant les communautés touchées en porter le fardeau. Ces pays doivent donc compenser leurs émissions de carbone passées et présentes en assurant un financement à plus long terme qui soutient les efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, contribuant ainsi à briser les cycles de la faim et de la pauvreté.

SOMALIE

Malgré une contribution dérisoire aux émissions mondiales de gaz à effet de serre (moins de 0,03 %), la Somalie est confrontée à des vulnérabilités importantes en raison de sa situation géographique, de ses complexités sociopolitiques et de ses contraintes économiques¹³. Oxfam a recueilli les témoignages de communautés somaliennes déplacées à l'intérieur du pays par des inondations ou des sécheresses induites par le changement climatique.



Sécheresse en Somalie. Photo : Ahmed Osman/Oxfam

Anisa Jama Hassan et sa famille vivaient autrefois de l'élevage, à la campagne. Il y a trois ans, ils ont fait leurs bagages et ont pris la route pour Dhudhub Dhiilo, une petite localité de la région sèche au nord-est du Somaliland. Au départ, ils avaient prévu de rester temporairement, mais comme la sécheresse persistait, ils sont restés.



Anisa Jama Hassan porte son enfant sur son dos pendant qu'elle va chercher de l'eau dans le réservoir d'eau à proximité. Photo : Ahmed Osman/Oxfam

Anisa vit maintenant avec son mari et leurs huit enfants (quatre filles et quatre garçons) dans un petit abri fait de bâtons, de bâches, de morceaux de tissu et de sacs de céréales. Son dernier-né a sept mois. Avec le bébé sur le dos, elle va tous les deux jours chercher de l'eau dans un réservoir à proximité. Elle transporte 40 litres d'eau, que sa famille utilise pour se laver, boire, cuisiner et abreuver son bétail.



Anisa Jama Hassan et ses enfants debout devant leur hutte à Dhudhub Dhiilo, dans la région de Sanaag. Photo : Ahmed Osman/Oxfam

« *Toute seule, c'est très dur de transporter l'eau* », confie Anisa. Heureusement, la communauté partage une brouette, ce qui facilite son transport.

« *J'aimerais rester ici parce que nous avons accès à l'eau, aux latrines et à la lumière la nuit. Nous recevons également une aide monétaire, ce qui nous aide beaucoup* », estime-t-elle en réfléchissant à sa nouvelle vie. Cependant, la peur de la faim plane toujours. « *Je ne peux fournir qu'un repas par jour* », ajoute-t-elle, expliquant que le repas se compose généralement de riz ou de spaghettis.

La crise de l'eau est aussi directement liée à la faim en Somalie, comme en témoigne la vie de Shamso Isac Shamsu, qui vit dans le camp de personnes déplacées internes de Burlhedi à Baidoa, dans l'État du sud-ouest de la Somalie. En tant que nouveaux arrivants, Shamsu et ses enfants n'ont pas encore été enregistrés pour les rations alimentaires et doivent compter sur la gentillesse des autres jusqu'à ce que l'aide leur parvienne.

Depuis 2017, Shamso a vu ses moyens de subsistance s'effondrer par manque de pâturages. Les précipitations insuffisantes, les mauvaises récoltes et les sources d'eau tarées ont forcé des millions de personnes à fuir de chez elles pour survivre.

« Parfois, si nous prenons le petit déjeuner, nous devons nous passer de déjeuner. Si nous prenons le déjeuner, nous manquons le dîner. Et si nous n'avons rien à manger tout au long de la journée, nous allons nous coucher le ventre vide », résume Shamso.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD : VOIX DE SYRIE ET D'IRAQ



La région MENA est l'une des plus arides au monde. Ceci est une photo de Khalida, une agricultrice locale originaire du village de Tayha dans la province irakienne de Diyala, dont les terres se sont asséchées au cours des deux dernières années. Photo : Paula Gonzalez/Oxfam

SYRIE

La sécheresse de 2008 en Syrie a eu de lourdes conséquences dans les zones agricoles comme Deir Salman¹⁴. De nombreux agriculteurs et de nombreuses agricultrices ont dû quitter leurs terres ancestrales pour trouver de nouveaux moyens de subsistance après la destruction de leurs récoltes et la mort de leur bétail. La migration massive des régions rurales vers les régions urbaines fait peser une pression supplémentaire sur les villes déjà surpeuplées, aggravant les inégalités sociales et économiques et dégradant l'environnement social et économique de la Syrie.



Un agriculteur local de Syrie. Photo : Dania Kareh/Oxfam

« *La sécheresse m'a forcé à vendre mon matériel agricole et mes moutons* », déclare un agriculteur local de Syrie. « *Je suis actuellement ouvrier agricole pour un voisin qui a réussi à approfondir son puits de 250 mètres à la recherche d'eau. Malheureusement, je manque de ressources pour en faire de même, et mon puits est à sec depuis quatre ans.* »

« *Cela fait cinq ans que notre ville est en proie à la sécheresse persistante. Il n'a pas du tout plu cette année* », ajoute-t-il. « *Le manque d'eau a entraîné des pertes financières importantes pour moi, s'élevant à 5 ou 6 millions de livres syriennes (environ 1 300 dollars) par an. Sur les quatre dernières années, mes pertes cumulées ont dépassé 4 500 dollars.* »

Le manque de précipitations a également accablé Laila Bourq, une agricultrice de 62 ans de Deir Salman. « *La sécheresse a durement affecté nos récoltes et nos moyens de subsistance* », déclare-t-elle au sujet des problèmes auxquels sa communauté est confrontée.

Après plus d'une décennie de conflit, les infrastructures énergétiques de la Syrie restent lourdement endommagées, avec des coupures de courant très fréquentes et un accès insuffisant à l'électricité. La majeure partie de la population ne bénéficie pas d'un accès fiable à l'électricité et dépend de sources d'énergie alternatives.

« *Nos activités agricoles ont été fortement affectées par un accès incertain à l'eau et à l'énergie, menaçant notre sécurité alimentaire et notre stabilité économique* », ajoute Laila.

Déterminée à relever ces défis, Laila a mené des actions pour déployer des énergies renouvelables comme solution à long terme pour Deir Salman. Grâce à des partenariats

innovants et à la participation des communautés, elle a obtenu des fonds pour financer des systèmes de pompage d'eau solaires, offrant aux agriculteurs et aux agricultrices un moyen durable et rentable d'irriguer leurs exploitations. L'installation de panneaux solaires a permis à des agriculteurs et agricultrices comme Laila de compenser les effets de la sécheresse.



Laila Bourq, agricultrice dans la région rurale de Damas, opte pour l'énergie solaire pour son exploitation agricole.
Photo : Dania Kareh/Oxfam.

« *Les énergies renouvelables ont sauvé la vie de notre famille* », explique Wael, le fils de Laila.
« *Avec l'électricité solaire, nous n'avons pas à nous soucier des pénuries de carburant ou de la hausse des prix. Nos terres donnent bien et nos moyens de subsistance sont sécurisés.* »

IRAQ

Selon un rapport d'Oxfam en Iraq, les paysan·nes figurent parmi les groupes les plus touchés par la pénurie d'eau induite par la crise climatique¹⁵. Au fil des ans, Qasaem et d'autres membres de sa communauté ont vu les précipitations diminuer considérablement dans leur village, non loin de Bagdad.



Abu Hussain espère que le changement climatique ne le contraindra pas à vendre ses terres agricoles, à arrêter l'agriculture et à abandonner son village situé à l'est de Bagdad. Photo : Murad Al-Qaranati/Oxfam



À Diyala, les tempêtes de sable détruisent les terres agricoles dont dépendent les villageois-es pour leur subsistance, les forçant à quitter leurs maisons. Photo : Murad Al-Qaranati/Oxfam

« *Nous essayons de temps à autre des tempêtes de sable ici dans notre région. Les températures, qui étaient plus basses il y a 15 ans, ont également changé* », déclare Hatem.

Interrogé sur le changement climatique, il ajoute : « *Nous avons entendu parler du changement climatique, mais nous ne savons pas comment y faire face ou comment réduire son impact à notre niveau. Si la tendance actuelle se confirme, j'abandonnerai l'agriculture.* »

Agriculteur dans le gouvernorat de Salah ad-Din, Hatem explique comment son village dépendait autrefois du pastoralisme et de l'agriculture. Or, en raison de la pénurie d'eau, la communauté agricole ne peut plus maintenir son activité. Il souligne en outre combien de personnes des environs ont dû migrer en raison de la pénurie d'eau et de l'impossibilité de cultiver leurs terres dans ces conditions.

« *Le gouvernement et les différentes organisations doivent intervenir, sinon, l'agriculture disparaîtra* », prévient Hatem.

« *Quand j'étais plus jeune, les précipitations étaient plus abondantes. Parfois, l'intensité et la persistance des précipitations ne permettent tout simplement pas de cultiver les terres* », déclare Husain, du gouvernorat de Kirkouk, déplorant la diminution des pluies et l'augmentation des températures l'année dernière. Des personnes de sa communauté ont essayé de planter des arbres, mais ceux-ci n'ont pas résisté à cause de la pénurie d'eau et du niveau de salinité élevé de l'eau puisée.

Khalaf, lui aussi agriculteur, décrit comment le temps est devenu plus sec, avec des tempêtes de sable qui balayent parfois les terres. Il a vu de nombreuses familles quitter leurs terres et migrer.

« *J'avais un gros cheptel, mais j'ai dû vendre tout mon bétail* », explique-t-il. Il déclare connaître au moins 25 familles de son village qui ont vendu leurs biens et migré en ville à cause de la pénurie d'eau.

« *La pénurie d'eau n'a pas permis de mener des campagnes de boisement. Les puits que nous avons creusés ne fournissent que de l'eau salée, impropre à l'usage agricole. Je ne veux pas que mes enfants se lancent dans l'agriculture dans le village, parce qu'elle n'y a aucun avenir.* »

POURQUOI LES DÉCISIONNAIRES DOIVENT ACCORDER LA PRIORITÉ À LA POPULATION



Anisa Jama Hassan de Dhudhub Dhiilo au Somaliland, avec son plus jeune enfant. Photo : Ahmed Osman/Oxfam

Le présent document recommande fortement aux gouvernements nationaux et aux responsables de l'élaboration des politiques d'adopter des plans climatiques inclusifs qui reflètent les divers besoins des communautés dans des pays comme le Bangladesh, le Népal, le Kenya, la Somalie, la Syrie et l'Iraq. L'étude de cas réalisée par Oxfam au Bangladesh sur les CDN a révélé que les questions de genre étaient notablement absentes des CDN. D'autre part, la politique du Népal sur les ressources en eau (2020) propose un modèle prometteur en mettant l'accent sur la planification au niveau des bassins versants et la participation communautaire. En partenariat avec le gouvernement fédéral, Oxfam au Népal pilote des outils de gestion de l'eau pour relever les défis en matière d'attribution et de distribution de l'eau dans le contexte du changement climatique. De la même manière, la crise actuelle de l'eau au Kenya souligne l'importance d'une gestion adéquate des bassins versants et de la professionnalisation des réseaux d'eau pour renforcer la résilience.

Les témoignages en provenance de Somalie soulignent la nécessité d'une aide humanitaire à long terme intégrée aux plans d'action pour le climat. Il est essentiel de renforcer la résilience climatique dans les régions touchées par des conflits comme le Kenya et la Syrie, où les conflits exacerbent les crises de l'eau. Dans la région MENA, les pénuries d'eau induites par le changement climatique, les tensions politiques et les conflits appellent une planification d'urgence à long terme. Cela inclut des projets de développement durable qui traitent des

problématiques interdépendantes (pénuries d'eau, insécurité énergétique et dégradation de l'environnement) grâce aux énergies renouvelables, à la participation communautaire et à une aide humanitaire continue.

Pour renforcer l'action climatique inclusive, il est fondamental de promouvoir un dialogue ouvert et de créer un espace pour les communautés et les leaders des organisations de la société civile (OSC) locales. En outre, les gouvernements doivent lancer des programmes de renforcement des capacités pour permettre une participation communautaire plus efficace. Cela rendrait le processus d'élaboration des politiques climatiques mieux informé et plus efficace.

Par ailleurs, les communautés touchées ne devraient pas porter seules la responsabilité du renforcement de la résilience climatique et de l'adaptation au changement climatique. Le rapport Unfair Share d'Oxfam en Afrique souligne comment le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud et l'Éthiopie (Afrique de l'Est) ont subi 15 à 30 milliards de dollars de pertes entre 2020 et 2022, tandis que les pays riches n'ont accordé que 2,4 milliards de dollars de financement climat à la région¹⁶. En relayant ces témoignages communautaires, Oxfam appelle les pays à revenu élevé et les bailleurs de fonds à accroître le financement climat et humanitaire et à honorer leurs engagements d'indemniser les communautés de ces six pays pour les pertes et dommages causés par le changement climatique, qui dépassent leurs capacités d'adaptation.

CONCLUSION

Les témoignages en provenance d'Asie, d'Afrique et de la région MENA sont liés par des défis communs : accès limité à l'eau, intensification de la crise climatique, conflits et exclusion des femmes, des groupes marginalisés et des communautés racialisées des processus décisionnels. Or, des processus décisionnels qui excluent une partie de la population rendent les stratégies climatiques inefficaces. Ces facteurs aggravent les vulnérabilités existantes, ce qui souligne le besoin urgent de politiques inclusives qui accordent la priorité à la sécurité hydrique et à l'adaptation au changement climatique pour tou-te-s. Pour y remédier, Oxfam appelle les gouvernements et les responsables de l'élaboration des politiques à créer des plateformes pour les communautés et à renforcer leur capacité à participer efficacement au processus d'élaboration des politiques, en mettant en avant leurs expériences en matière d'adaptation sur le terrain.

En 2024, tous les pays mettront à jour et soumettront leurs CDN et leurs plans nationaux, détaillant leurs engagements en matière de lutte contre le changement climatique. Parallèlement, les responsables de l'élaboration des politiques dans le monde discutent de la restructuration du financement des pertes et dommages. Les témoignages de ces communautés doivent être mis en avant à l'occasion de ces deux étapes clés pour renforcer, intensifier et mettre en œuvre les recommandations suivantes à destination des gouvernements, des grands pollueurs, des bailleurs et des responsables de l'élaboration des politiques.

Principales recommandations globales :¹⁷

- Les responsables de l'élaboration des politiques doivent s'emparer de la problématique des pertes et dommages liés à l'eau et l'inclure dans leurs interventions, leurs investissements et leurs plans d'action sur le climat.

- Les gouvernements doivent allouer des ressources et mener des initiatives de renforcement des capacités pour permettre à toutes les parties prenantes de participer efficacement au processus d'élaboration des politiques climatiques.
- Ils doivent promouvoir le leadership des femmes dans l'action climatique en les impliquant activement à tous les stades et en mettant en œuvre de solides mécanismes de redevabilité.
- Les gouvernements et les responsables de l'élaboration des politiques doivent rendre obligatoires les rapports ventilés par genre concernant les CDN et les pertes et dommages, avec une analyse intersectionnelle des rôles, avantages, emplois et positions des hommes dans les industries polluantes et les secteurs verts.
- Les pays riches et pollueurs doivent compenser leurs émissions de carbone passées et actuelles et fournir un financement climat adéquat aux pays touchés.
- Les agences des Nations Unies et les bailleurs doivent aider les gouvernements, les acteurs locaux de la société civile et les organisations de défense des droits des femmes à participer efficacement aux actions climatiques et au processus d'élaboration des politiques, en leur donnant accès à un financement flexible et transparent.

MÉTHODOLOGIE

Les citations et témoignages ont été recueillis auprès des bureaux pays d'Oxfam au Bangladesh, au Népal, en Iraq, en Syrie, au Kenya et en Somalie. Certaines des photos et citations proviennent du référentiel de connaissances existant d'Oxfam.

Notes

- ¹ CCNUCC (2023), *2023 NDC Synthesis Report*. Dernière visite le 7 novembre 2024. <https://unfccc.int/ndc-synthesis-report-2023>
- ² Oxfam a commandé des recherches dans 11 pays où elle n'est pas activement engagée dans les processus de CDN (principalement), mais où elle met en œuvre des programmes de justice climatique. Ces pays sont le Bangladesh, le Brésil, le Cambodge, l'Indonésie, le Kenya, le Mozambique, le Sénégal, le Tchad, le Territoire palestinien occupé (TPO), la Zambie et le Zimbabwe.
D. Pruett et C. Hill (2024), *Plans d'action climat pour les citoyens : Participation de la société civile et des communautés aux plans d'action nationaux sur le changement climatique*. Oxfam International. Dernière visite le 7 novembre 2024. <https://doi.org/10.21201/2024.000019>
- ³ L'indice pays ND-GAIN résume la vulnérabilité d'un pays au changement climatique et à d'autres défis mondiaux combinée à sa volonté d'améliorer sa résilience. Il vise à aider les gouvernements, les entreprises et les collectivités à mieux hiérarchiser les investissements afin de répondre plus efficacement aux défis mondiaux immédiats qui les attendent. Dernière visite le 7 novembre 2024. <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/>
- ⁴ A. Pandit, O. Batelaan, V.P. Pandey et S. Adhikari (2024), « Depleting spring sources in the Himalayas: Environmental drivers or just perception? ». *Journal of Hydrology: Regional Studies*, 53, 101752
- ⁵ R. Kumar (17 janvier 2024), *Nepal suffers another winter drought*. *Nepali Times*. Dernière visite le 7 novembre 2024. <https://nepalitimes.com/news/nepal-suffers-another-winter-drought>
- ⁶ Gouvernement du Népal. *Preliminary Precipitation and Temperature Summary*. Dernière visite le 7 novembre 2024. https://www.dhm.gov.np/uploads/dhm/climateService/January_2024-Preliminary_precipitation_and_temperature_summary.pdf
- ⁷ U. Rezoyana, Md. K. Tusar, Md. A. Islam (2023), « Impact of Salinity: A Case Study in Saline Affected Satkhira District ». *Open Journal of Social Sciences*, 11(05), 288–305. Dernière visite le 7 novembre 2024. <https://doi.org/10.4236/jss.2023.115020>
- ⁸ Les « pertes et dommages » sont une expression générale utilisée dans les négociations des Nations Unies sur le climat pour désigner les conséquences du changement climatique qui dépassent les capacités d'adaptation des populations. C'est notamment le cas de la perte de sites patrimoniaux côtiers en raison de l'élévation du niveau de la mer ou de la perte d'habitations et de vies lors d'inondations extrêmes. Cela inclut également les situations où des options d'adaptation existent, mais où une communauté n'a pas les ressources pour y accéder ou les utiliser. À ce jour, il n'existe pas de définition officielle des Nations Unies pour les pertes et dommages. Dernière visite le 7 novembre 2024. <https://www.wri.org/insights/loss-damage-climate-change>
- ⁹ Les pertes et dommages en lien avec les terres peuvent inclure la perte définitive de terres (glissements de terrain, terres complètement emportées par des inondations ou ensevelies en raison de l'élévation du niveau de la mer). Il peut également s'agir de pertes et dommages à plus long terme dus à la salinisation, à la dégradation des terres ou à la modification de l'affectation des sols au fil du temps, ou encore d'incidences à plus court terme entraînant des changements temporaires dans l'utilisation des terres ou limitant l'accès aux terres et aux forêts. Dernière visite le 7 novembre 2024. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621531/ib-loss-and-damage-to-land-voices-from-Asia-290623-fr.pdf>
- ¹⁰ Les Kaiputras forment une petite communauté d'élevage de porcs concentrée dans 41 villages dans les districts de Jashore, Satkhira et Khulna, dans le sud-ouest du pays. Leur population est estimée à 12 000 habitant-es. Les Kaiputras, principalement hindou-es, sont généralement méprisé-es dans la société parce qu'ils et elles élèvent des porcs, un animal « sale » pour la majorité musulmane. Beaucoup les considèrent comme « intouchables ». Dernière visite le 7 novembre 2024. <https://seh.org/kaiputra-a-pig-rearing-community/>
- ¹¹ Différents types d'eau potable :
- L'eau de source fait référence aux masses d'eau qui alimentent en eau potable les réseaux d'approvisionnement publics et les puits privés.
 - Les masses d'eau peuvent comprendre des rivières, des ruisseaux, des lacs, des réservoirs, des sources et des eaux souterraines.
 - Les eaux souterraines sont situées sous la surface de la terre, dans des espaces entre la roche et le sol.
 - L'eau de surface s'accumule au sol ou dans un ruisseau, une rivière, un lac, un réservoir ou un océan.
- Dernière visite le 7 novembre 2024. <https://www.cdc.gov/drinking-water/about/drinking-water-sources-an-overview.html#:~:text=Source%20water%20refers%20to%20bodies,spaces%20between%20rock%20and%20soil>
- ¹² Oxfam en Afrique (2023), *Unfair Share: Unequal climate finance to East Africa's hunger crisis*. Dernière visite le 7 novembre 2024. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2023-09/african-fairshare-report.v5.pdf>
- ¹³ République fédérale de Somalie (2021), *Updated Nationally Determined Contributions (NDC)*. CCNUCC. Dernière visite le 7 novembre 2024. <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/Final%20Updated%20NDC%20for%20Somalia%202021.pdf>
- ¹⁴ M. Shean (2008), *Iran: 2008/09 wheat production declines due to drought*. Ministère américain de l'Agriculture, Service agricole pour l'étranger. Dernière visite le 7 novembre 2024. https://ipad.fas.usda.gov/highlights/2008/05/Iran_may2008.htm

¹⁵ Oxfam (2022), *Unfarmed Now. Uninhabited When?* Dernière visite le 7 novembre 2024. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/unfarmed-now-uninhabited-when-agriculture-and-climate-change-in-iraq-621360/>

¹⁶ Oxfam en Afrique (2023), *Unfair Share: Unequal climate finance to East Africa's hunger crisis*. Dernière visite le 7 novembre 2024. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2023-09/african-fairshare-report.v5.pdf>

¹⁷ La liste des recommandations formulées dans le présent document n'est pas exhaustive. Il est essentiel que les gouvernements échangent avec les parties prenantes locales concernant leurs recommandations.

© Oxfam International, novembre 2024.

Ce rapport a été rédigé par Nuzhat Nueary. Oxfam remercie Susma Panta, Anjil Adhikari, Fatuma Noor, Zerine Ahmed, Md Shameul Islam, Abdiaziz Adani, Laila Barhoum, Kurdo Hasan, Aline Yacoubian, Joanna Trevor, Lawrence Robinson et Emma Kuria pour leur coopération et leur soutien dans la rédaction du présent document.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins pédagogiques, de plaidoyer, de campagne et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de publication.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International en novembre 2024.

DOI : 10.21201/2024.000045

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK.

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Le Grand ; Jérôme Richard) et relu par Morgane Menichini.

Photo de couverture : Marwa, qui a fui la petite ville de Deir Ez-Zor en Syrie, remplit son jerrican d'eau depuis un réservoir commun. Oxfam a installé ces réservoirs à Mayadin pour approvisionner en eau les familles déplacées. Photo : Daniah Kareh/Oxfam

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 21 organisations qui travaillent avec leurs partenaires et alliés pour aider des millions de personnes à travers le monde. Ensemble, nous combattons les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, aujourd'hui et sur le long terme, pour un futur à égalité. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie
(lac.oxfam.org/countries/colombia)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne)
(www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

KEDV (www.kedv.org.tr)

21